



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DU COMMISSARIAT D'OUTRE-MER
GROUPEMENT DE SOUTIEN COMMISSARIAT NOUVELLE-CALÉDONIE**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)
N°2025-014**

**COLLECTE, TRANSPORT ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS D'ACTIVITÉ DE SOINS À RISQUES
(DASRI) OU ASSIMILÉS ET DES DÉCHETS DE MÉDICAMENTS**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITION GENERALES.....	2
1.1. Objet du marché	2
1.2. Allotissement	2
ARTICLE 2. CONDITIONNEMENT DES DECHETS.....	2
2.1. Obligations contradictoires	2
2.2. Obligations de l'administration	3
2.3. Conditionnement des DASRI	3
2.3.1. Conditionnement des déchets de médicaments	3
2.3.2. Manquement aux obligations	3
ARTICLE 3. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	3
3.1. Prestations programmées	3
3.2. Lieux de collecte	4
3.3. Collecte, stockage et transport	4
3.3.1. Organisation de la collecte.....	4
3.3.2. Collecte exceptionnelle de déchets	4
3.3.3. Stockage des déchets	4
3.3.4. Transport des déchets	4
3.4. Bordereau de suivi des déchets (BSD).....	5
3.5. Développement durable.....	5
3.6. Obligation de résultat	5
ARTICLE 4. TRAITEMENT DES DÉCHETS	6

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITION GENERALES

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet les prestations de collecte, le transport et l'élimination des déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI) ou assimilés et des déchets de médicaments au profit des Forces Armées en Nouvelle Calédonie (FANC), du Régiment du Service Militaire Adapté (RSMA) et du Commandement de la Gendarmerie pour la Nouvelle-Calédonie et les îles Wallis et Futuna (COMGEND).

Le marché comprend également la fourniture de contenants agréés, ainsi que des prestations dites « exceptionnelles » relatives à l'élimination d'une grande quantité de déchets, avec mise en place d'une benne à cet effet.

1.2. Allotissement

Conformément à l'article L2113-10 du code de la commande publique, le présent marché est composé de trois (3) lots, répartis comme suit :

LOT N°	DESIGNATION
1	Direction InterArmées du Service de Santé de Nouvelle Calédonie (DIASS-NC) : <ul style="list-style-type: none">- DIASS de Nouméa ;- Antenne médicale de Plum ;- Antenne médicale de Tontouta ;- Escadron Sécurité Incendie Sauvetage (ESIS) de la Base Aérienne de Tontouta ;- Infirmerie du camp de Nandaï ;- Bâtiments navigants de la Marine nationale (infirmeries des navires) : Frégate de surveillance Le Vendémiaire, patrouilleur Auguste Bénébig et bâtiment multi-missions d'Entrecasteaux (liste non exhaustive) ;- Unité de production des produits de santé ;- Cabinet du vétérinaire..
2	RSMA de KOUMAC, Koné, Bourail : infirmerie régimentaire.
3	Commandement de la Gendarmerie (COMGEND) : laboratoire d'expertise.

La collecte, le transport et l'élimination des DASRI et des déchets de médicaments sont effectués en application des règlements et textes applicables par la loi et conformément aux conditions imposées par les autorités locales dont la délibération DP n°105/CP du 14 novembre 2002 relative à la gestion des déchets d'activités de soins et assimilés ainsi que des pièces anatomiques.

ARTICLE 2. CONDITIONNEMENT DES DECHETS

2.1. Obligations contradictoires

Les fûts sont fournis aux organismes par l'Unité de Distribution en Produits de Santé (UDPS).

Les besoins en fûts complémentaires sont exprimés au titulaire par l'émission de bons de commande.

Tout contenant de stockage doit être identifié de manière spécifique et visuelle, ceci afin d'éviter tout mélange avec d'autres déchets.

La couleur jaune est la marque d'identification des DASRI, la couleur bleue est celle des déchets de médicaments.

Le symbole « risque biologique » et la mention « déchets contaminés » doivent clairement et **obligatoirement** apparaître sur les fûts en plastique jaunes.

La mention « déchets de médicaments » doit clairement et **obligatoirement** apparaître sur les fûts rigides bleus.

De façon générale, les contenants doivent obligatoirement répondre aux normes françaises, AFNOR ou toute autre norme en vigueur, pour autant que cette dernière offre un niveau de sécurité au moins équivalent à la norme française.

2.2. Obligations de l'administration

Les déchets doivent être stockés dans un local conforme à la réglementation et uniquement dédié à l'entreposage de ces derniers.

2.3. Conditionnement des DASRI

Les DASRI (hors objets piquants, tranchants ou coupants) doivent être collectés dans des emballages à usage unique, étanches et conformes à la réglementation. Ils doivent pouvoir être fermés temporairement durant leur remplissage, puis définitivement avant d'être enlevés.

Les **objets piquants**, tranchants ou coupants sont collectionnés dans des bacs receveurs prévus à cet effet, puis conditionnés directement dans les fûts jaunes.

Les fûts jaunes sont clairement identifiés par une étiquette sur laquelle doit être renseignée le nom de l'organisme bénéficiaire et la nature des déchets.

Un tri rigoureux doit être pratiqué afin d'éviter tout mélange de déchets.

2.3.1. Conditionnement des déchets de médicaments

Les déchets de médicaments doivent être collectés dans des emballages à usage unique, étanches et conformes à la réglementation. Ils doivent pouvoir être fermés temporairement durant leur remplissage, puis définitivement avant d'être enlevés.

Les fûts rigides sont clairement identifiés par une étiquette sur laquelle doit être renseignée le nom de l'organisme bénéficiaire et la nature des déchets.

Un tri rigoureux doit être pratiqué afin d'éviter tout mélange de déchets.

2.3.2. Manquement aux obligations

Les producteurs de déchets doivent respecter les conditions de tri, d'emballage et d'entreposage des déchets qu'ils génèrent.

En cas de non-respect par les organismes bénéficiaires et après constat contradictoire, le titulaire peut refuser la prise en charge des déchets conformément à l'article 20 de la délibération n°105/CP du 14 novembre 2002.

Il en avise alors immédiatement le bureau achats de la DICOM et la direction des affaires sanitaires et sociales de Nouvelle Calédonie.

ARTICLE 3. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1. Prestations programmées

Les collectes du lot n° 1 sont prévues tous les jeudis matin ouvrés à partir de 7h30 sauf pour l'antenne médicale de Nouméa où les collectes sont prévues une fois par mois, tous les mardis. Si le jour de collecte correspond à un jour férié, chômé ou une permission complémentaire planifiée (PCP), la collecte est effectuée la veille et dans les mêmes conditions.

Dans le cas où les organismes bénéficiaires n'auraient pas de déchets à éliminer, ils en informent le prestataire par courriel 48h avant le jour de collecte prévu.

Les collectes des lots 2 et 3 sont déclenchées par bon de commandes par le service bénéficiaire en fonction du besoin.

3.2. Lieux de collecte

L'enlèvement des contenants se fait :

- pour le lot n°1, :
 - ✓ à la DIASS-NC : avenue de Gribeauval, pointe de l'artillerie à Nouméa (regroupement des déchets pour les organismes bénéficiaires);
 - ✓ sur les organismes bénéficiaires identifiés le cas échéant.
- pour le lot n°2, au RSMA :
 - ✓ RSMA-NC emprise de Koumac – Infirmerie régimentaire - RT1 – 98850 Koumac ;
 - ✓ RSMA-NC emprise de Koné – antenne infirmerie régimentaire – Route de la Née – 98860 Koné ;
 - ✓ RSMA-NC emprise de Bourail - antenne infirmerie régimentaire – 75 rue François du Vergier - 98870 Bourail.
- pour le lot n°3, au COMGEND : SAJ – CICN - caserne Meunier, 16 rue Frédéric Surleau à Nouméa.

3.3.Collecte, stockage et transport

La collecte est réalisée durant les jours et heures d'ouverture de chaque formation bénéficiaire.

En cas d'intempéries empêchant le ramassage normal des déchets, le délai d'exécution est suspendu tant que la situation climatique perdure.

3.3.1.Organisation de la collecte

Les coordonnées des responsables de déchets des organismes bénéficiaires est fournie au prestataire, qui transmet au bureau achats, les coordonnées téléphoniques et mails des différents interlocuteurs privilégiés, dédiés au marché.

Avant la collecte, le prestataire avertit le représentant de l'organisme bénéficiaire de son arrivée.

A l'issue de la collecte, le prestataire établit un bon de suivi des déchets (BSD) qu'il remet en main propre au représentant de l'organisme bénéficiaire.

3.3.2.Collecte exceptionnelle de déchets

A titre exceptionnel, la DIASS-NC peut être amenée à faire collecter et éliminer une quantité importante de déchets de médicaments.

Une demande de mise à disposition d'une benne est alors émise par bon de commande et le prestataire s'engage à fournir une benne adéquate du volume à éliminer.

3.3.3.Stockage des déchets

Les déchets représentant un risque infectieux sont évacués aussi fréquemment que l'imposent les contraintes d'hygiène et dans la limite d'un délai imposé comme suit (délibération n°105/CP du 14 novembre 2002) :

Production sur un même site	> 100kg/semaine	> 5kg/mois mais ≤ 100kg/mois	< 5kg/mois
Délai maximal de stockage	4 jours	10 jours	3 mois

3.3.4.Transport des déchets

Les véhicules de transport doivent répondre à la réglementation en vigueur et être exclusivement consacrés à cette activité.

Les véhicules assurant les collectes doivent être maintenus en bon état de fonctionnement et le titulaire doit assurer à cet effet et à ses frais, toutes les opérations d'entretien et de réparation nécessaires.

Le représentant de l'administration se réserve le droit de réaliser des contrôles inopinés sur un véhicule, afin de vérifier la conformité réglementaire de celui-ci. En cas de non-conformité, le chauffeur doit annuler la collecte et restituer les déchets à l'organisme bénéficiaire. Le titulaire s'engage alors à effectuer gratuitement la collecte

dans les 48h, en définissant une nouvelle date et un horaire de collecte en accord avec le représentant de l'organisme concerné.

L'ensemble des formalités liées à la prise en charge des déchets par les centres de traitement, est à la charge du titulaire.

3.4. Bordereau de suivi des déchets (BSD)

Le bordereau de suivi des déchets (BSD) est fourni par le prestataire et pré-imprimé avec les références de l'organisme bénéficiaire.

Il est complété par le représentant de la société lors de la collecte et précise à minima :

- le nom de l'organisme bénéficiaire ;
- le nombre et le type de contenants collectés ;
- le poids total des déchets remis ;
- la date de remise au transporteur.

La pesée sur site de chaque conditionnement **est obligatoire** en présence du représentant de l'administration et de la société.

Le prestataire fournit tout moyen pour réaliser cette pesée et en assure l'entretien.

Le BSD est signé contradictoirement par le représentant du titulaire et de l'administration, qui en conserve une copie.

Si le BSD n'est pas conforme, le représentant de l'administration peut refuser le départ des déchets.

Le prestataire est alors dans l'obligation de revenir collecter les déchets gratuitement dans un délai maximum de 48h, après avoir prévenu le représentant de l'administration de la date et l'heure de la nouvelle collecte et muni d'un BSD conforme.

Après traitement des déchets au centre de traitement, le titulaire adresse à l'organisme bénéficiaire concerné, l'original du BSD **signé** par le centre de traitement, **dans le délai d'un mois**. Passé ce délai, il peut être fait application des pénalités prévues à l'article 6 du cahier des clauses administratives particulières.

Une copie de ce BSD doit impérativement être jointe à la facture et également doit être systématiquement transmise aux antennes médicales concernées.

Les BSD sont conservés par les organismes bénéficiaires pendant une durée de 3 ans et sont présentés aux services techniques du gouvernement de Nouvelle Calédonie, le cas échéant.

3.5.Développement durable

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur relative à la protection de l'environnement.

Il doit mettre en place des processus tendant à intégrer la notion de développement durable dans le cadre de son activité et de l'exécution du présent marché.

3.6.Obligation de résultat

Le titulaire a une obligation de résultat, dont les objectifs sont à minima :

- une organisation adaptée aux besoins de l'administration ;
- le recours à du personnel qualifié et du matériel conforme aux obligations réglementaires ;
- un soutien pour l'administration en matière de tri et d'entreposage des déchets ;
- une rigueur dans la traçabilité complète sur l'élimination, conformément aux exigences réglementaires.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations. Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais.

ARTICLE 4. TRAITEMENT DES DÉCHETS

La gestion du traitement des déchets est **entièrement à la charge du titulaire**, jusqu'à complète élimination.

Dans le cas de stockage intermédiaire entre le site de collecte et le centre de traitement, le titulaire doit détenir les habilitations nécessaires, l'autorisant à stocker les déchets avant transport au centre agréé et ce pendant le délai légal autorisé par la délibération n° 105/CP.